

L'UNAMID dément une prise d'otage des casques bleus sud-africains au Darfour

APA, 18-06-2015 Khartoum (Soudan) - La mission conjointe des Nations unies et de l'Union africaine (UA) au Darfour (MINUAD) a réfuté les informations accusant l'armée soudanaise d'avoir menacé de prendre en otage les casques bleus sud-africains, si Pretoria arrêtait le Président Omar El-Bashir qui se trouvait en Afrique du Sud où il participait au sommet de l'Union Africaine (UA). La presse sud-africaine a cité mardi le porte-parole de l'armée nationale affirmant que les Soudanais avaient pris en otage des soldats de la MINUAD.

Toutefois, le chef du bureau d'information de la mission de ONU et l'Union africaine au Darfour, Priyanka Chowdhury a indiqué à l'Agence de Presse Africaine (APA) mercredi qu'aucun incident du genre n'a eu lieu. « La MINUAD est consciente des allégations qui circulent dans la presse, selon lesquelles les troupes sud-africaines déployées au Darfour ont été prises en otage et menacées par les forces soudanaises dans le but d'assurer le retour d'Afrique du sud en sécurité du président Omar El Bashir » a affirmé la MINUAD. La mission a indiqué que suite à ces informations, une de ses équipes a effectué le déplacement dans les bases de la mission à Kutum, Malha et Mellit, au nord du Darfour, où les contingents sud-africains sont déployés et a pu confirmer qu'ils n'avaient pas été menacés en aucune façon. Les forces armées soudanaises ont également nié ces allégations. Le porte-parole des SAF, le colonel Alswarmy Khalid Saad a déclaré mardi à la presse à Khartoum que l'armée soudanaise n'a jamais émis une menace contre les forces africaines déployées dans le pays. Selon Réseau Afrique du Sud 24, environ 1.400 soldats sud-africains présents au Darfour dans le cadre de la MINUAD, ont été encerclés par des soldats soudanais lourdement armés dans les bases militaires de l'ONU à Kutum, Mellit, et Malha. L'armée sud-africaine ne s'est pas encore prononcée sur le sujet. Lundi, le président soudanais Omar el-Bachir est arrivé à Khartoum en provenance de l'Afrique du Sud, en dépit d'une ordonnance d'un tribunal sud-africain lui interdisant de quitter le pays. Un tribunal de Pretoria avait, lundi après-midi dernier, ordonné que le gouvernement sud-africain arrête le président Bachir accusé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité au Darfour par la Cour pénale internationale.